

**Communiqué de presse**  
**Avec embargo jusqu'à vendredi le 16 avril 2010 à 10h**

**LE JEU EN LIGNE : UNE LOTERIE VIDÉO PORTABLE**

**DES VOIX S'AJOUTENT POUR DEMANDER LE REPORT DE L'IMPLANTATION  
DES JEUX D'ARGENT SUR INTERNET PAR LOTO-QUÉBEC**

**Montréal, le 16 avril 2010** – L'Association pour la santé publique du Québec (ASPQ) et l'Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec (OTSTCFQ) unissent leur voix pour demander au ministre des Finances, M. Raymond Bachand, de reporter d'un an le projet d'implantation du jeu en ligne par Loto-Québec.

Cette demande a reçu l'appui de l'Institut national de santé publique du Québec, de plusieurs associations ainsi que de nombreux regroupements qui unissent leur voix à celles des directeurs de santé publique du Québec. Ceux-ci ont fait les recommandations suivantes dans leur mémoire présenté au gouvernement : un report d'au moins un an permettant d'analyser plus en profondeur les enjeux relatifs aux jeux d'argent sur Internet; la formation d'un comité d'éthique sociale sur le jeu étatisé, relevant de l'Assemblée nationale, ainsi qu'une période transitoire de deux ans si le comité d'experts jugeait l'implantation des jeux d'argent sur Internet sécuritaire.

***Protéger la santé***

L'ASPQ et l'OTSTCFQ croient fermement qu'il est essentiel de prendre le temps requis pour mieux comprendre l'ensemble des enjeux relatifs à l'étatisation des jeux d'argent sur Internet. En effet, les études disponibles montrent des taux très élevés de problèmes de santé physique et psychologique chez les joueurs à risque et sur les joueurs dits pathologiques, tels troubles du sommeil, hypertension, troubles anxieux, dépression ou encore des répercussions sociales sur la famille du joueur pouvant aller jusqu'à la négligence et la violence. Bien que la participation des Québécois à ces formes de jeu soit encore marginale, une approche préventive est à privilégier. « Il est de la responsabilité du gouvernement de s'assurer que cet élargissement de la sphère des jeux d'argent étatisés soit analysé en profondeur avant sa possible implantation, afin que soit pris en compte tout danger potentiel sur la santé », explique Madame Lucie Thibodeau, présidente de l'Association pour la santé publique du Québec.

***L'étatisation : vers une banalisation?***

Des travaux effectués en Europe et dans certaines provinces canadiennes soutiennent l'hypothèse voulant que la participation de l'État à l'offre de jeu en ligne concoure à accroître le nombre de joueurs et, par le fait même, le nombre de joueurs dépendants. « Dans ce dossier, l'État doit agir de façon responsable en acceptant de regarder au-delà des profits anticipés par Loto-Québec avec le jeu en ligne, afin de se préoccuper des impacts pour la population en général et pour les clientèles à risque, en particulier », observe le président de l'OTSTCFQ, Monsieur Claude Leblond. « L'État semble vouloir aller à contre-courant par rapport à sa propre législation concernant le tabagisme, qui vise à restreindre l'offre afin de protéger les consommateurs et leur entourage », ajoute-t-il. Par ailleurs, selon l'analyse publiée récemment par l'Institut national de santé publique, il y a deux fois plus de chances qu'un nouveau joueur quitte un jeu en ligne étatisé pour fréquenter un site concurrent, que de récupérer un joueur de ces mêmes sites. L'argument de la canalisation de l'offre de jeu parallèle apparaît faible.

***Prendre le temps d'évaluer***

La dépendance au jeu étant une question complexe, elle mérite d'être exposée de manière réfléchie et objective. À la lueur des informations scientifiques disponibles, l'ASPQ et l'OTSTCFQ s'interrogent des répercussions de l'étatisation du jeu en ligne sur les habitudes de jeu des populations plus vulnérables, notamment les jeunes. En outre, ces deux organisations doutent de la capacité des intervenants à faire contrepoids à la promotion des jeux d'argent sur Internet par l'État et s'inquiètent de la banalisation du jeu et des problèmes qui pourraient en résulter. Une consultation publique s'impose et c'est ce que demande l'Association pour la santé publique du Québec et l'Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec.

### ***Apprendre des événements passés***

Il est important que les décideurs tiennent compte des événements passés en matière d'offre de jeux d'argent. Rappelons qu'en 1994, le gouvernement de l'époque avait décidé de commercialiser les appareils de loterie vidéo sans réaliser d'étude d'impact. C'est en constatant l'ampleur des problèmes sociaux associés aux appareils de loterie vidéo que le gouvernement en place a ajusté ses politiques publiques en vue d'en réduire l'accès. « Beaucoup d'éléments demeurent inconnus quant aux conséquences et implications sur la santé du projet que nous présente Loto-Québec. Quels seront les véritables bénéfices une fois que les coûts sociaux auront été soustraits? », questionne la présidente de l'Association pour la santé publique du Québec, Lucie Thibodeau. Le gouvernement doit éviter de nuire à la santé et au bien-être de la population et s'efforcer d'agir en amont, c'est-à-dire en prévention et en promotion de la santé.

- 30 -

### **À propos de :**

#### L'Association pour la santé publique du Québec

Créée en 1946, l'Association pour la santé publique du Québec (ASPQ) est un organisme à but non lucratif dont la mission est de contribuer à la promotion, au maintien et à l'amélioration de la santé et du bien-être de la population québécoise. Organisme autonome de nature associative, l'ASPQ œuvre de façon complémentaire, multidisciplinaire et intersectorielle en regroupant différents acteurs de la société. Elle offre un lieu d'expertise, de soutien, de collaboration, d'influence et de changement par le biais de la formation, de l'information, de la promotion et du développement d'approches et de pratiques novatrices en santé publique.

[www.aspq.org](http://www.aspq.org)

#### L'Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec

L'Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec a pour mission de protéger le public en s'assurant de la qualité de l'acte professionnel de ses membres, en favorisant le maintien et le développement de leur compétence, en promouvant activement les mesures visant l'équité entre les citoyens. L'OTSTCFQ regroupe plus de 8 000 travailleurs sociaux et thérapeutes conjugaux et familiaux qui interviennent au quotidien auprès des personnes, des familles, des groupes et des collectivités.

[www.optsq.org](http://www.optsq.org)

**Source :** Mme Marie-Claude Perreault  
Association pour la santé publique du Québec  
514 528-5811 poste 226  
Cellulaire : 514 567-6565  
[mcperrault@aspq.org](mailto:mcperrault@aspq.org)